

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

REGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET DE LA CONSULTATION :

**Impression et routage du journal hebdomadaire
« La Vie Amandinoise » (LVA HEBDO)
Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande
Maximum annuel : 100 000€ HT**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 29 octobre 2026 à 12h00

Préambule

- Personne habilitée à donner les renseignements en vertu des articles R2191-59 et R2391-28 du code de la commande publique : M. le Maire
- Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur le Maire en vertu de la délibération n°26.004 du 22 mars 2026
- Comptable public assignataire des paiements : Service de gestion comptable de Wallers
- Ordonnateur : M. le Maire

Article 1 – Objet de la consultation

La consultation a pour objet

**Impression et routage du journal hebdomadaire
« LA VIE AMANDINOISE - LVA HEBDO »
Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande
Maximum annuel : 100 000 € HT**

Article 2 – Conditions de la consultation

- Procédure adaptée en application des articles L2123-1, L2125-1, R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.
- Pas de décomposition en lots
- Pas de variante ni d'option
- Durée du marché : 12 mois à compter de la notification du marché ou lorsque le montant maximal est atteint ; il est renouvelable, de manière expresse, une fois pour 12 mois.
- Délai de réalisation : les prestations seront réalisées au fur et à mesure des bons de commande émis par le service Communication
- Délai de validité des offres : 90 jours à compter de la date de réception des offres
- Paiement par mandat administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture en mairie sous peine d'intérêts moratoires (voir dispositions du CCAP).
- La Ville se réserve la possibilité de négocier avec chaque candidat.
- La Ville se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

Article 3 – Modification de détail au dossier de consultation

La Ville se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.
Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 – Caractéristiques principales du marché

Voir descriptif dans le cahier des clauses techniques particulières

Article 5 – Modalités de présentation des offres

Le dossier de consultation des entreprises est gratuit et téléchargeable à partir :

- du site Internet de la Ville (<http://www.saint-amand-les-eaux.fr> , rubriques « marchés publics »
- Du profil acheteur <http://www.marches.cdg596280.fr>

5.1 Forme juridique que devra prendre le prestataire

Les entreprises peuvent se présenter :

- soit en candidat individuel
- soit en groupement d'entreprises conjoint ou solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de tous les membres.

Les qualités de candidat individuel et de membre de groupement ne sont pas cumulables.
Un même candidat ne peut être membre de plus d'un groupement

5.2 Documents constitutifs du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué par les pièces suivantes :

- * le présent règlement de consultation
- * l'acte d'engagement
- * le cahier des clauses administratives particulières
- * le cahier des clauses techniques particulières
- * l'exemplaire à reproduire (LVA 1374)

5.3 Pièces à fournir par le candidat

Il est rappelé que la totalité du dossier remis par les candidats devra être rédigée en langue française et en euro ainsi que tous les documents de présentation associés et que le ou les signataires doivent être habilités à engager juridiquement le candidat.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

A) Contenu des pièces administratives

Conformément aux articles R2143-3 à R2143-4 du code de la commande publique, il est demandé de produire les renseignements et documents suivants :

- **Situation juridique**

- 1) Une déclaration d'intention de soumissionner ou formulaire DC1 ; En cas de groupement, ce document, signé par tous les membres, est obligatoire et doit comporter l'habilitation du mandataire par ses cotraitants (*formulaire disponible à l'adresse : <http://www.economie.gouv.fr/daj>*)
- 2) Déclaration du candidat dûment complétée, datée et signée (DC2) ou formulaire équivalent; cette déclaration devra être complétée par chaque candidat en cas de groupement (*formulaire disponible à l'adresse : <http://www.economie.gouv.fr/daj>*)
- 3) Pouvoir de la (des) personne(s) habilitée(s) à engager la société
- 4) La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
- 5) Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant :
 - ↳ ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 421-5 alinéa 2, 433-1, 433-2 alinéa 2, 434-9 alinéa 8, 434-9-1 alinéa 2, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-8 alinéas 1 et 2, 441-9, 445-1 et 450-1 ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
 - ↳ ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
 - ↳ ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
 - ↳ ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger,
 - ↳ ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger,
 - ↳ avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement,
 - ↳ que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du Code du Travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D 8222-5-3°

du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France,

✚fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R 3243-1 du Code du Travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger

✚qu'ils n'ont pas fait l'objet, dans les cinq dernières années, d'une condamnation pour méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Une entreprise peut en effet être sanctionnée pour avoir, par exemple, mentionné dans une offre d'emploi le sexe ou la situation de famille requis, pris en considération le sexe ou la grossesse d'une personne pour l'embauche, la rémunération, la promotion professionnelle, etc. (cf. art. L. 1146-1, L. 1142-1 et L. 1142-2 du Code du travail) ;

✚qu'ils ont satisfait, au 31 décembre de l'année précédente, à leur obligation d'engager une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise et sur les mesures à prendre (cf. art. L. 2242-5 du Code du travail) ou, à défaut, qu'ils ont régularisé leur situation à cet égard à la date à laquelle ils remettent leur candidature.

- **Capacité économique et financière**

- 6) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires particulier concernant les travaux, objet du présent marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

- **Références professionnelles et capacité technique**

- 7) Déclaration des moyens humains en rapport avec l'objet du marché cité ci-dessus
- 8) Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché
- 9) La présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,

B) Contenu des pièces administratives

- 10) Acte d'engagement (A.E, dûment complété, daté et signé) dont seul l'original conservé en mairie fait foi
- 11) Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dûment daté et signé, dont seul l'original conservé en mairie fait foi

- 12) Cahier de Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont seul l'original conservé en mairie fait foi
- 13) Un tirage en condition réelle, selon modèle fourni, sur papier 90 grammes/m² couché satin blanc et un tirage sur papier 90 grammes/m² couché recyclé à au moins 50% au format suivant :
- fini : 240 mm (l) x 320 mm (h)
 - ouvert : 480 mm (l) x 320 mm (h)

Les candidats devront impérativement se rapprocher du service de la communication (Tél : 03-27-22-49-72) pour obtenir le fichier haute définition (LVA 1374) à reproduire afin de fournir l'échantillon demandé sous peine de rejet de leur offre et de non indemnisation.

Le candidat ou chaque membre du groupement pourra produire dès ce stade les certificats fiscaux et sociaux correspondants ainsi que les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou D8222-7 à D 8222-8 du Code du Travail. A défaut, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché disposera d'un délai de dix (10) jours à compter de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur pour fournir, sous peine de rejet de son offre :

- les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents datant de moins de 6 mois
- les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-8 du Code du Travail (les entreprises nouvellement créées fourniront une copie certifiée conforme du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises ou un extrait du registre du commerce et des sociétés ou toute autre pièce officielle attestant de sa naissance dans l'année)
- les attestations d'assurance en cours de validité
- un extrait K-BIS datant de moins de 3 mois

NB : si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Pour les candidats établis dans un état membre de l'Union Européenne, ils doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes compétents de l'Etat d'origine ; lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment , n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si le candidat ne fournit pas les documents demandés, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans l'ordre de classement.

Article 6 – Conditions d'envoi ou de remise des offres

6.1 Envoi de l'offre

Seules les offres sous format électronique sont acceptées hormis l'échantillon papier.

La procédure de dépôt de pli est présentée sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.saint-amand-les-eaux.fr>, rubriques « marchés publics »,

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure
En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- ✚ elle doit être conforme à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics
- ✚ l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- ✚ la durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre;
- ✚ les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- ✚ conformément au décret 2002-692 du 30 avril 2002, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre;
- ✚ les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques;
- ✚ seuls les formats de fichiers informatiques de types zip, dxf, pdf, doc sans macro, xls sans macro seront acceptés, leurs noms devront être suffisamment explicites;
- ✚ les documents pour lesquels une signature est requise, seront revêtus d'une signature électronique sécurisée de niveau 2, conformément au décret 2001-272 du 30 mars 2001 ;
 - ✚ en cas de présentation d'un pli électronique par un groupement d'entreprises, c'est le mandataire qui procède au dépôt du pli.
 - ✚ possibilité d'envoyer sous format informatique (clé USB), une copie de sauvegarde de l'offre dématérialisée ; l'enveloppe extérieure portera les mentions suivantes :
« impression et routage du journal hebdomadaire La Vie Amandinoise » – copie de sauvegarde – ne pas ouvrir »

Aucun envoi par télécopie ou courriel ne sera accepté.

6.2 Envoi de l'échantillon

L'échantillon sera impérativement envoyé sous format papier aux conditions suivantes :

Cette enveloppe portera les mentions suivantes :

Monsieur le Maire Service des marchés 69 Grand Place CS 30209 59734 SAINT AMAND LES EAUX cedex « Impression et routage du Journal hebdomadaire La Vie Amandinoise – LVA HEBDO « NE PAS OUVRIR »

L'échantillon devra être :

- **soit** envoyée par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse indiquée ci-
RC - Impression et routage du journal hebdomadaire « La Vie Amandinoise »

dessus

- **soit** déposée contre récépissé au service des marchés, 69 Grand Place 59230 Saint Amand les Eaux (horaires du service : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00)

Il devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

6.3 Généralités

Le candidat retenu, s'il a transmis ses dossiers par voie électronique, sera tenu d'accepter la signature manuscrite d'un marché papier. En fin de procédure, le pouvoir adjudicateur transformera l'offre électronique du soumissionnaire retenue, en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Article 7 – Sélection des candidatures et jugement des offres

7.1 Critères de sélection des candidatures

Ne seront pas admises les candidatures suivantes :

En application des articles L2141-1 à L2141-6, R2142-1 à R2142-2, R2142-5 à R2142-18, R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique, les candidats qui ne peuvent pas soumissionner à un marché ou qui produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces administratives exigées ci-dessus.

7.2 Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions suivantes :

CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES	PONDERATION
Qualité d'impression	55%
Prix	45%

7.3 Indemnisation

Afin d'apprécier la qualité d'impression, il est demandé aux candidats de fournir, selon modèle fourni :

- un tirage en condition réelle, sur papier 90 grammes/m² couché satin blanc
- un tirage sur papier 90 grammes/m² couché recyclé à au moins 50%

au format suivant :

- fini : 240 mm (l) x 320 mm (h)
- ouvert : 480 mm (l) x 320 mm (h)

En contrepartie et sous réserve de l'avis du Service communication constatant la conformité des prestations remises, une indemnité maximale de 300€ TTC sera versée aux candidats.

- 14) Un tirage en condition réelle, selon modèle fourni,

Les candidats devront impérativement se rapprocher du service de la communication (Tél : 03/27/22/49/72) pour obtenir le fichier haute définition (LVA 1374) à reproduire afin de fournir l'échantillon demandé sous peine de rejet de leur offre et de non indemnisation.

Article 8 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par le biais uniquement de la plateforme de dématérialisation. Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Article 9 – Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Lille, 5 rue Geoffroy de Saint Hilaire CS 62039 59014 Lille cedex.

Cette juridiction peut être saisie par la voie :

- du référé précontractuel déposé devant le juge des référés dans un délai de 7 jours à compter de la date de la lettre de rejet et avant la conclusion du marché
- du recours dans un délai de 2 mois à partir de la notification, ou de la publication de la décision attaquée.
- De tout recours dans un délai de 2 mois

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr